

LIMINAIRE CHSCT DU 03/04/2019

Madame la Présidente,

Depuis 2002 notre administration a perdu environ 40 000 emplois ; ce qui en fait le plus gros contributeur, en proportion, à la politique gouvernementale de réduction des effectifs de la Fonction Publique d'Etat.

A cette remise en cause brutale de notre raison d'être, déjà génératrice de malaise et d'anxiété, vient s'ajouter la théorie de la « géographie revisitée » qui, pour fameuse qu'elle soit en termes de communication, demeure pour chacune et chacun des agent(e)s de la DGFIP, tout particulièrement ceux et celles de la Manche, un profond mystère que la direction départementale a pris soin de ne pas éclaircir en dépit de la pression sociale sans précédent du 14 mars dernier.

Alors que des « fuites » savamment orchestrées au niveau du ministère laissent présager de profonds bouleversements dans l'organisation et la répartition des services financiers au sein du département, alors que, par ailleurs, des ministres battent la campagne pour expliquer à d'autres la difficile combinaison de l'intérêt général et de l'intérêt budgétaire, nous demeurons, quant à nous, dans une expectative anxieuse que rien, dans le discours - ou devons-nous dire l'absence de discours - de nos responsables locaux ne vient endiguer.

Bien sûr, il est tentant de répondre que ces questions, qui relèvent de la politique de l'État, ne sont en rien du ressort du présent comité. Or, nous nous inscrivons en faux contre une telle approche car, même si une certaine conception du management tend à considérer le personnel comme une ressource, voire comme une charge, nous avons à coeur, dans notre naïveté, de nous souvenir qu'il s'agit d'hommes et de femmes qui, au fil des années, ont construit leur vie autour de leur travail. Il ne vous a pas échappé, Madame la présidente, que le département de la Manche se caractérise par une géographie particulière - comme la plupart des départements dits « de province » - et que revisiter cette géographie à l'aune de considérations technocratiques et purement citadines ne peut conduire qu'à des drames personnels et/ou sociaux.

Dès lors, nous demandons, une fois de plus, que les modalités de cette « géographie revisitée » soient immédiatement communiquées dans leur détail aux organisations syndicales, qu'elles fassent l'objet d'un vrai débat, non pas d'une décision arbitraire préalable à toute discussion et exclusivement fondée sur une appréciation comptable ou budgétaire de la situation.

En clair :

- combien de SIE, où et dans quelles conditions ?
- combien de SIP, où et dans quelles conditions ?
- combien de trésoreries, où et dans quelles conditions ?
- combien de SPF, où et dans quelles conditions ?

A ces questions très pratiques s'en ajoutent d'autres, peut être plus théoriques, mais lourdes de conséquences, à la fois pour les agents et pour l'ensemble des citoyens de ce département. Quel est l'avenir, à court et moyen terme des administrations financières dans la Manche ? Seront-elles, comme tant d'autres, régionalisées, voire interrégionalisées, mettant par là même le service public hors de portée du citoyen lambda, sinon par l'intermédiaire de moyens déshumanisés et anonymes ?

Quelle sera la physionomie des futures maisons de services au public dont on nous vante les mérites à grand renfort de phrases creuses ? Quel statut, quelle formation et quelles compétences pour ceux qui, demain, devront guider, renseigner, en un mot, servir les citoyens face à une administration sans visage ? Il est déjà malaisé de maîtriser une partie de la fiscalité ; peut-on raisonnablement imaginer que des VRP multicartes sauront, demain, faire face à toutes les questions dans tous les domaines ?

Dans ces perspectives, il nous paraît essentiel que, d'une part, la traduction concrète des projets gouvernementaux au niveau du département soit enfin révélée de façon détaillée et, d'autre part, qu'un véritable dialogue s'ouvre enfin entre l'administration et les représentants du personnel, non pour le plaisir de la chicanerie, mais dans l'intérêt de tous ceux dont ces projets risquent de bouleverser l'existence, sans parler des conséquences financières.